

Lundi 19 décembre 2016

# Impôts locaux : le palmarès 2016 des communes

La taxe d'habitation a augmenté de 1 % cette année dans les communes de plus de 10 000 habitants et leur intercommunalité.

## EXCLUSIF

GUILLAUME GUICHARD

@guillaume\_gui

**FISCALITÉ** La baisse des dotations de l'État vers les communes, mise en œuvre par le gouvernement, aura finalement pesé sur les contribuables en 2016. Pour se refaire de ce manque à gagner de 2 milliards d'euros cette année, les communes de plus de 10 000 habitants et leur intercommunalité ont augmenté en moyenne de 1 % leur taux de taxe d'habitation, selon des données inédites consolidées par *Le Figaro*. Si, pour les habitants de 60 % des 950 communes étudiées, le taux n'a pas bougé, près d'un tiers des municipalités a actionné le levier fiscal pour se rattraper, avec une hausse moyenne de 3,85 %. A contrario, seule une commune sur dix a allégé son imposition locale, de 2,55 % en moyenne. Ce sont surtout les grandes villes qui ont utilisé avec modération, voire baissé, leur taxe d'habitation... et les plus petites qui l'ont augmentée.

La plus forte hausse du taux consolidé de taxe d'habitation (+33,6 %) a été enregistrée à Fos-sur-Mer mais doit être relativisée. La ville part de très bas, avec un taux de 11,7 %. Surtout, c'est la

part intercommunale de la taxe qui a explosé, conséquence de l'alignement de la fiscalité locale au niveau de la métropole d'Aix-Marseille-Provence, avec un lissage sur... treize ans. À l'autre extrémité, la plus forte baisse a été actée à Villeparisis (-13,9 %), dans la région parisienne, pour redescendre à 24,3 %. Les élus municipaux ont voulu offrir aux habitants « une vraie baisse d'impôt » avant une hausse prévue de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères en 2017.

Ces variations ne doivent pas masquer les écarts qui subsistent entre les niveaux des taux de taxes d'habitation. Quand Le Pont-de-Claix et Grenoble-Alpes-Métropole ne prélèvent qu'une taxe consolidée de 8,6 %, Lambersart et sa métropole Européenne de Lille ponctionnent les contribuables à hauteur de... 52,1 %. Les spécialistes relativisent l'importance du taux en lui-même du point de vue des collectivités. En effet, il s'applique à la « valeur locative » d'un appartement ou d'une maison qui varie fortement d'une ville à l'autre. Vu de la mairie, un taux élevé s'appliquant à une faible valeur pèse donc peu... Reste qu'une famille lilloise, qui voit son logement taxé à hauteur de 45,6 %, paiera davantage qu'une autre habitant le même type de bien à Grenoble, où la taxe d'habitation n'est que de 30,1 %.

## Moins d'abattements

Parmi les 563 communes de notre étude qui n'ont pas augmenté leur taux, certaines peuvent avoir usé d'autres moyens pour gonfler leurs recettes fiscales. Elles ont pu - c'est plus discret - supprimer ou réduire des abattements de taxe d'habitation par exemple pour les familles de trois enfants et plus, ce qui touche un nombre limité d'électeurs. Les administrés des communes qui n'ont pas utilisé le levier fiscal ont tout de même subi une hausse de leurs impôts locaux via la revalorisation des mairies de France. Sur le long terme, cela se justifie par les services rendus par les municipalités : la croissance du nombre de places en crèche ou le développement de la police municipale. » L'élu table donc sur une progression des impôts locaux de même ampleur l'année prochaine. Et ce, même si la baisse des dotations d'État - François Hollande en a décidé ainsi - sera divisée par deux en 2017, à 1 milliard d'euros. ■

## Moins d'abattements

Parmi les 563 communes de notre étude qui n'ont pas augmenté leur taux, certaines peuvent avoir usé d'autres moyens pour gonfler leurs recettes fiscales. Elles ont pu - c'est plus discret - supprimer ou réduire des abattements de taxe d'habitation par exemple pour les familles de trois enfants et plus, ce qui touche un nombre limité d'électeurs. Les administrés des communes qui n'ont pas utilisé le levier fiscal ont tout de même subi une hausse de leurs impôts locaux via la revalorisation des mairies de France. Sur le long terme, cela se justifie par les services rendus par les municipalités : la croissance du nombre de places en crèche ou le développement de la police municipale. » L'élu table donc sur une progression des impôts locaux de même ampleur l'année prochaine. Et ce, même si la baisse des dotations d'État - François Hollande en a décidé ainsi - sera divisée par deux en 2017, à 1 milliard d'euros. ■

## TAXE D'HABITATION

### Top 10 des taux les plus élevés

COMMUNE	TAUX 2016 (en %)
1 Lambersart	52,1
2 Saint-André-lez-Lille	50,1
3 Valenciennes	47,5
4 Haubourdin	47,1
5 Croix	46,6
6 Wattrelos	46,5
7 Mouvaux	46,5
8 Armentières	46,1
9 Wasquehal	45,8
10 Lille	45,6

### Top 10 des taux les plus bas

COMMUNE	TAUX 2016 (en %)
1 Le Pont-de-Claix	8,6
2 Berre-l'Étang	11,7
3 Fos-sur-Mer	11,7
4 Neuilly-sur-Seine	12,6
5 Paris	13,4
6 Puteaux	13,4
7 Genas	13,9
8 Nanterre	14,4
9 Courbevoie	14,5
10 Issy-les-Moulineaux	15,2



# Flambée départementale de la taxe foncière

Les propriétaires n'ont pas été à la fête en 2016. Le taux de la taxe sur le foncier bâti a bondi de 3,95 % en moyenne dans les villes de plus de 10 000 habitants, atteignant 42,8 %, d'après les données agrégées par *Le Figaro*. Un chiffre qui rejoint les études existantes, comme celle de l'Observatoire UNPI (Union nationale des propriétaires immobiliers) des taxes foncières.

La hausse observée est moins le fait des communes que des départements, dont la part de la taxe foncière pèse 40 % du taux appliqué au contribuable. En effet, ces deux couches de collectivités (et certaines intercommunalités aussi, à la marge) peuvent chacune jouer sur ce levier fiscal.

## Reste à charge

Par rapport à l'année dernière, trois fois plus de départements, soit 35, ont augmenté leur taxe foncière de 18,4 % en moyenne. Les Yvelines (+ 65 %) et le Val-d'Oise (+ 29,6 %) ont eu la main la plus lourde, suivis de l'Essonne (+ 28,9 %), du Loir-et-Cher (+ 25 %) et du Nord (+ 25,6 %). En comparaison, une commune sur cinq a relevé la taxe sur le foncier, de 7,8 % en moyenne. Au total, près des deux tiers des 950 villes étudiées ont vu leur taxe foncière augmenter quand un quart des municipalités a réussi à la stabiliser. Seuls les contribuables de 10 % des villes de plus de

10 000 habitants ont au final bénéficié d'une baisse.

La plupart des départements n'avaient toutefois guère le choix que d'augmenter leur taxe foncière, après n'y avoir pas beaucoup touché durant deux ans. Nombre d'entre eux sont asphyxiés par la concomitance de la hausse continue des dépenses sociales dont ils ont la charge et la baisse de leurs moyens octroyés par l'État. À tel point que leur reste à charge dans ce domaine a grimpé de plus d'un milliard d'euros en 2015, pour dépasser aujourd'hui les 4 milliards. Les départements doivent donc trouver les recettes manquantes ailleurs. En 2015, ils avaient eu le droit d'augmenter les droits de mutations. La grande majorité ayant tiré à fond sur ce levier fiscal, ils se sont donc logiquement tournés en 2016 vers la taxe foncière.

Résultat, les départements devraient voir leurs recettes fiscales augmenter de 4 % cette année, selon La Banque postale. Malgré cela, et c'est dire la situation difficile dans laquelle ils se trouvent, leur épargne brute devrait continuer à fondre de 1,9 %. Pas moins de 42 départements devraient se trouver cette année en difficulté financière. En réponse, le gouvernement leur a octroyé un fonds d'aide exceptionnel de 200 millions d'euros... ■ **G. G.**

## TAXE FONCIÈRE

### Top 10 des taux les plus élevés

	COMMUNE	TAUX 2016 (en %)
1	<b>Auch</b>	<b>77,9</b>
2	Bussy-Saint-Georges	76,3
3	Hénin-Beaumont	74,6
4	Carcassonne	73,9
5	Liévin	71,5
6	Wattrelos	71,4
7	Fécamp	70,2
8	Périgueux	69
9	Digne-les-Bains	68,6
10	Saint-Quentin	68,1

### Top 10 des taux les plus bas

	COMMUNE	TAUX 2016 (en %)
1	<b>Neuilly-sur-Seine</b>	<b>12,2</b>
2	Paris	13,5
3	Courbevoie	13,7
4	Boulogne-Billancourt	15,1
5	Puteaux	16
6	Montrouge	17
7	Asnières-sur-Seine	18,8
8	Issy-les-Moulineaux	18,8
9	Meudon	19,2
10	Nanterre	19,7